

L'ère de la PME en Algérie

Rahmani youcef zakaria

Université de Ghardaia

zakariay_rahmani@yahoo.fr

Ghazi Nouria

Université Abou Bakr Belgaïd –Tlemcen

Ghazi.N@outlook.com

Received: Jan 2017

Accepted: Fèv 2017

Published: Mars 2017

Resumé:

Soumise à de terrifiantes pressions aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur , la carapace de l'Algérie se brisa et le pays dut faire comme les joueurs d'échec , un gambit , c'est – à – dire sacrifier une pièce mineure pour sauver une pièce majeure ou la partie . le pays abandonna l'option socialiste a la faveur de la constitution de 1989 et fit un demi-tour complet pour s'engager dans la transition vers l'économie de marché . on promulgua une loi sur la monnaie et le crédit en 1990 et un nouveau code des investissements en 1993 , en vue de libérer l'initiative privée nationale et d'attirer les capitaux étrangers , en dépit de leur caractère avant-gardiste , pour l'époque , ces deux importantes lois n'ont pu se départir de nombreuses scories de l'ancien système qui ménage une importante marge de manœuvre à l'interventionnisme de l'état . les firmes étrangères ne se sont pas laissées prendre , mais le capital algérien y trouve une belle opportunité d'exister ; avec un certain succès , il faut dire , puisqu'aujourd'hui , le secteur privé , fournit les 2/3 de la production industrielle du pays . le résultat est d'autant plus remarquable que , contrairement au secteur public , le secteur privé a privilégié la petite et moyenne entreprise.

Les mots clés: Entrepreneuriat, entrepreneur, innovation, PME, environnement économique .

(JEL) Classification: H7, R5

المخلص: بعد تعرضها الى ضغوطات شديدة من الخارج ، تكسرت القوقعة التي كانت تحمي الاقتصاد الجزائري وهذا ما أدى الى التضحية بجزء قليل من الاقتصاد الوطني من أجل الحفاظ على الأجزاء الأساسية له ، هذا ما دفع الحكومة الى التخلي عن الاستراتيجية الاجتماعية من خلال التعديلات الدستورية لسنة 1989 و التوجه نحو اقتصاد السوق من خلال الاعتماد على قانون للنقد والقرض لسنة 1990 وقانون استثمار جديد في سنة 1993 وهذا كله من أجل تشجيع القطاع الخاص وجلب الاستثمارات الأجنبية المباشرة ، ولكن كل هذه الاجراءات لم تكن كفيلة للقضاء على مشاكل النظام الاقتصادي الموجه السالف التطبيق في الجزائر والذي كان يعتمد على التدخل الكامل للدولة في الحياة الاقتصادية حتى الشركات المتعددة الجنسيات لم تترك نفسها فريسة سهلا لسلطة الحكومة ، ولكن هذا منح للرأس المال الجزائري فرصة من ذهب وهي التوجه نحو القطاع الخاص الذي يمثل 2/3 من الانتاجية الصناعية في الجزائر ، حيث النتائج بدأت تظهر في الأفق على عكس القطاع العمومي ، حيث وجد القطاع الخاص ضالته في المؤسسات الصغيرة والمتوسطة

الكلمات المفتاحية: المؤسسات الصغيرة والمتوسطة ، الاستثمارات الاجنبية المباشرة ،

رموز H7, R5.jel

Introduction :

Le relatif succès des PME leur vaut un préjugé favorable qui autorise même l'espoir qu'elle puissent offrir une alternative crédible, comme voie de développement. Pour juger de la viabilité de la PME en tant que moteur de croissance et de développement, il faut comprendre les facteurs qui ont favorisé son éclosion ce que nous allons faire dans la section 1, Dans la section 2 en va parler de la logique de la concentration spatiale. Ensuite en fait le point sur la concentration sectorielle dans la section 3, et à la fin on va identifier les limites de la PME en Algérie et les mesures d'aide à la PME.

1- La PME ORIGINES ET POIDS DANS L'ECONOMIE :

Les documents doctrinaux de l'Algérie ne rejettent pas complètement le secteur privé ; au contraire ils ménagent une place pleine et entière à la propriété privée, à la condition qu'elle ne soit pas exploiteuse. L'interprétation de cette dernière clause est très élastique et maintient autour de tous les arbitrages ; selon les besoins de la conjoncture un entrepreneur privé peut être loué comme grand patriote ou accusé de trahison envers la Révolution. Quoi qu'il en soit, la PME a toujours existé mais au prix de gros efforts pour rester discrète, veillant à ne rien demander à l'Etat, ni à développer de conflits (avec les travailleurs ou l'administration, par exemple)

1.1- AUX ORIGINES DE LA PME :

La PME est sortie de sa semi-clandestinité début des années 90 et l'on est droit de se demander pourquoi la PME et pourquoi à ce moment – là ? Nous allons examiner quels sont les principaux facteurs qui ont pesé en ce sens.

1.1.1- Le retrait de l'Etat :

Autant que n'importe qui, l'algérien a un comportement d'Homo Economicus, que l'Etat a brimé et réprimé tout au long du quart de siècle qu'a duré l'option socialiste. L'omnipotence et l'omnipotence de l'Etat étaient appliquées avec un tel ascendant que lorsque l'échec devient évident, fin des années 80 / début des années 90, il est impossible d'incriminer qui que ce soit d'autre que l'Etat, lui-même. La crise politique, la crise de l'endettement, la faillite des industries industrialisantes, l'échec des réformes, le chômage, la dépendance alimentaire.... C'est l'Etat qui est directement responsable. C'est sa gestion qui a conduit à l'humiliation du rééchelonnement et des conditionnalités du FMI ; c'est pourquoi, son incompetence, étant officiellement déclarée, il est poussé à réduire son implication dans la sphère économique sinon à s'en retirer complètement. Ce retrait s'impose d'autant plus qu'au niveau mondial la conjoncture est à la déréglementation, la désintermédiation, la dérégulation et à l'éviction pure et simple de l'Etat de la chose économique.

L'Etat culpabilisé et affaibli entreprend de se « désengager » poussant le pays dans un processus de transition vers l'économie de marché. Comme attirées par un appel d'air les PME privées commencent à bourgeonner. Les centaines de milliers de chômeurs, auxquels l'Etat ne peut pas offrir d'emplois, sont invités à créer leur propre emploi en créant leur propre entreprise qui ne peut, vu les circonstances, qu'être de petite ou de très petite taille. Pour canaliser les énergies et pour ne pas se laisser distancer, l'Etat accompagne le mouvement par la création d'un ministère de la PME en 1992 chargé de mettre en œuvre et d'organiser les nombreux dispositifs de création d'entreprises. Le ministère de la PME n'a pas le monopole de la création d'entreprises car le processus a marché de pair avec la stratégie de la lutte contre le chômage dans laquelle sont impliquées d'autres institutions locales et nationales.

1.1.2- L'échec du secteur public :

On a dit de l'Algérie que c'est un pays qui a formé beaucoup de médecins et peu d'infirmiers ; le constat peut être transposé dans la sphère économique ou le pays s'est focalisé sur les grandes entreprises sans se préoccuper outre mesure du fait qu'une économie performante est un savant dosage d'entreprises de toute taille. La croyance que le tissu industriel peut se composer uniquement de grands complexes industriels, va se révéler ruineuse et la leçon qu'on en tire est que la petite entreprise joue son propre rôle dans la performance d'une économie, rôle dans lequel la grande entreprise ne pourra jamais la remplacer. La grande majorité des articles d'usage courant sont la chasse gardée des PME et la grande entreprise ne peut ni doit s'y aventurer, comme cela s'est fait en Algérie. La population les biens de large consommation (sachet de lait, pot de yaourt, stylos, aiguilles, épingles, sous-vêtements...) se trouvent toujours trop loin des consommateurs, l'Algérie étant un très vaste pays .

L'absence d'un tissu dense de PME compte sans doute parmi les causes les plus sérieuses de l'échec de l'industrialisation de l'Algérie ; car la grande entreprise a besoin d'une faune de PME qui balisent devant et l'empêchent de gaspiller ses moyens à des problèmes mineurs. Par les pénuries qui touchent même les produits les plus banals. C'est pourquoi dès que la contrainte de l'administration se relâche, les PME jaillissent sous pression, pour répondre aux besoins latents longtemps refoulés de la population et des possesseurs de capitaux.

1.1.3- La faiblesse des capacités de financement :

De la même manière que la colonisation n'a pas légué à l'Algérie indépendante de classe bourgeoise dynamique, possédant des capitaux et sachant prendre des risques calculés, le socialisme a privé le pays de la classe des fameux capitaines d'industrie, à la Schumpeter. Au lendemain des événements d'octobre 1988, peu d'algériens avaient les capitaux nécessaires pour entreprendre de gros investissements¹. Lorsque les pouvoirs publics durent s'avouer bien incapables d'offrir un emploi à tous ceux qui en demandent laissant plus de 3 millions d'individus à s'investir sérieusement dans la création de leur emploi par la création de leur entreprise. En fait, une bonne partie des PME qui allaient être créées n'avaient d'autres objectifs et ambitions que de créer un emploi ou deux, sans regarder au-delà.

La grande masse des créateurs de PME est fournie par les primo-demandeurs d'emplois et les ouvriers dégraissés par les entreprises publiques et mis à la rue par la dissolution des entreprises publiques locales. Les uns et les autres ont, quand elles existent, des capacités de financement très étroites qui ne laissent qu'une très faible marge de manœuvre et pour tout dire, une évaluation sur le fil du rasoir. Comme l'aide de l'Etat, pour les candidats qui arrivent à surmonter toutes les épreuves de l'administration, est proportionnée à l'apport personnel, elle reste très faible...

Le nerf de la guerre faisant défaut, les créateurs d'entreprise coulent leurs ambitions dans le moule de leurs moyens financiers et obtiennent de très petites entreprises qui dominent à 9 contre 1, les grandes entreprises.

1.1.4- La méfiance atavique vis-à-vis de l'Etat

La méfiance des algériens vis-à-vis de l'Etat est une histoire qui remonte à très loin. La longue colonisation subie depuis l'empire romain, fait qu'aussi loin que remonte la mémoire collective, l'Etat se présente sous les traits de l'ennemi qui multiplie les ruses pour dépouiller les populations. L'indépendance aurait pu ou du corriger cette anomalie (le conflit Etat/population) mais il n'a fait que l'exacerber car en voulant construire un Etat qui ne

¹ On pourra même se demander comment ils se les sont procurés alors que le pays a traversé un quart de siècle d'égalitarisme ou les chances pour l'individu de s'enrichir sont nulles, officiellement.

disparaître pas quand disparaîtront les hommes, en déclarant l'Etat unique propriétaire des moyens de production et unique décideur, en institutionnalisant un parti tout – puissant... les pouvoirs public (qu'en Algérie on appelle le pouvoir) ont reconduit dans ses grandes lignes le climat d'hostilité larvée qui oppose le peuple à ceux qui le dirigent depuis des millénaires Les détenteurs du pouvoir n'ayant jamais craint de faire la chose et son contraire, de trahir aujourd'hui ce qu'ils ont dit hier, de se comporter comme en pays conquis... ont aidé a maintenir vive la méfiance des algériens. Aussi, d'apprendre que le pays se libéralise et s'ouvre, ne convainc qu'à moitié les gens qui y voient une énième russe au service d'on ne sait quelle cause. Personne ne voulait engager des sommes importantes sur la foi d'un discours de menteurs.

En attendant que les choses se clarifient, il est recommandé de n'avancer qu'à petits pas ; l'option pour les petites entreprises s'imposait d'elle-même

1.5- les faibles capacités managériales

La gestion des entreprises du secteur public a toujours obéi à des considérations plus sociopolitiques qu'économique. A l'origine, il y avait un minimum de cohérence dans l'idée : en l'absence de compétences avérées pour prendre en main les entreprises nationales ; le candidat-dirigeant doit au moins rassurer quant à son patriotisme. C'est pourquoi des entreprises sont confiées de façon préférentielle aux anciens maquisards et aux militants du parti². Quant arrivent les universitaires, le pli est déjà pris et ils sont tout simplement marginalisés. Deux ou trois décennies après l'indépendance l'attestation communale (d'ancien maquisard) prime largement sur le diplôme universitaire, pour accéder à des postes de responsabilité. Aucune norme de gestion, aucune règle, aucune ratio n'y sont respectés ; les outils les plus élémentaires comme la comptabilité analytique ne sont utilisés. Les salaires sont assurés grâce aux découverts bancaires et l'approvisionnement du marché par les importations ; ce qui donne l'apparence rassurante d'une machine qui tourne.

Lorsqu'une entreprise a, à sa tête, un staff compétent, celui-ci butte sur le barrage de l'assemblée des travailleurs de l'unité (ATU) qui jouit d'un pouvoir disproportionné dont elle abuse à mauvais escient³. La productivité, la compétitivité, la performance, l'innovation, etc. sont des préoccupations qui se situent à un autre plan de la réalité ; ce sont les tares du capitalisme exploiteur et de la bourgeoisie décadente. Aussi après 25 d'intense industrialisation, le pays ne dispose pas des compétences managériales qu'exige la gestion d'une entreprise moderne, à l'ère de la mondialisation et des économies fondées sur la connaissance c'est donc un environnement aussi stérile, que le privé est appelé à participer à la relance de l'économie nationale ; c'est pourquoi l'eût-il qu'il n'aurait pu le faire. Il se rabat sur la valeur sûre qu'est la petite entreprise et sur des créneaux d'activité qui n'exigent ni capitaux, ni technologie, ni compétences managériales particulières .

² L'article 120 des statuts du FLN a fait couler beaucoup d'encre car il stipule que les postes de responsabilité doivent être exclusivement réservés aux militants du parti.

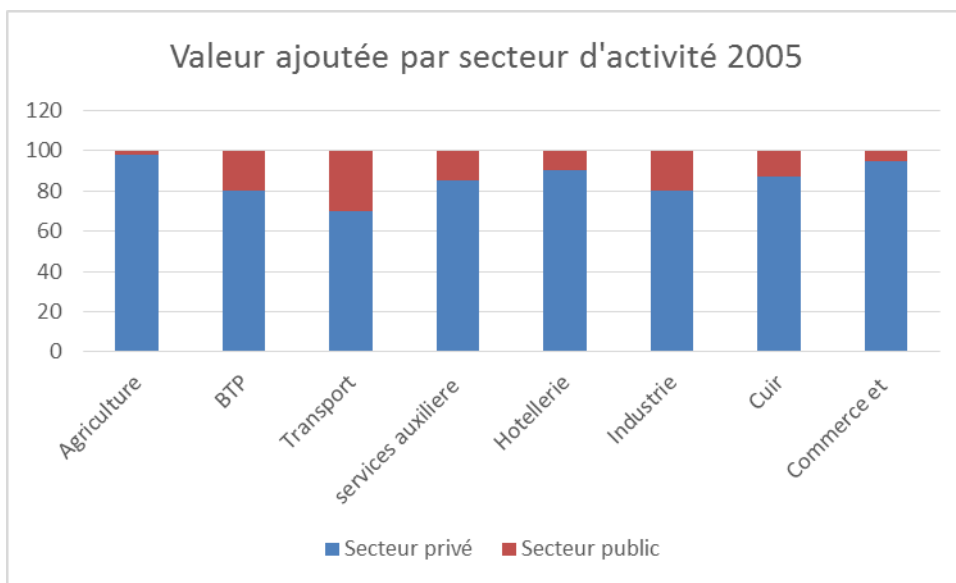
³ Ainsi les travailleurs qui sont impliqués dans une équipe sportive de l'unité (dans le cadre Sport & Travail), ceux qui sont à la tête du syndicat et toute une faune d'autres qui naviguent entre deux eaux sans fonctions précises, échappent à la contrainte du travail. Beaucoup d'autres ne font que de la présence.

Partant, il était fatal que les PME émergent dans les années 90, enregistrant des résultats quantitatifs considérables (nombre de PME) . La petite entreprise (privée) évince progressivement la grande (publique) autorisant l'espoir que la petite entreprise va réussir là où la grande a échoué. Qu'en est – il en réalité ?

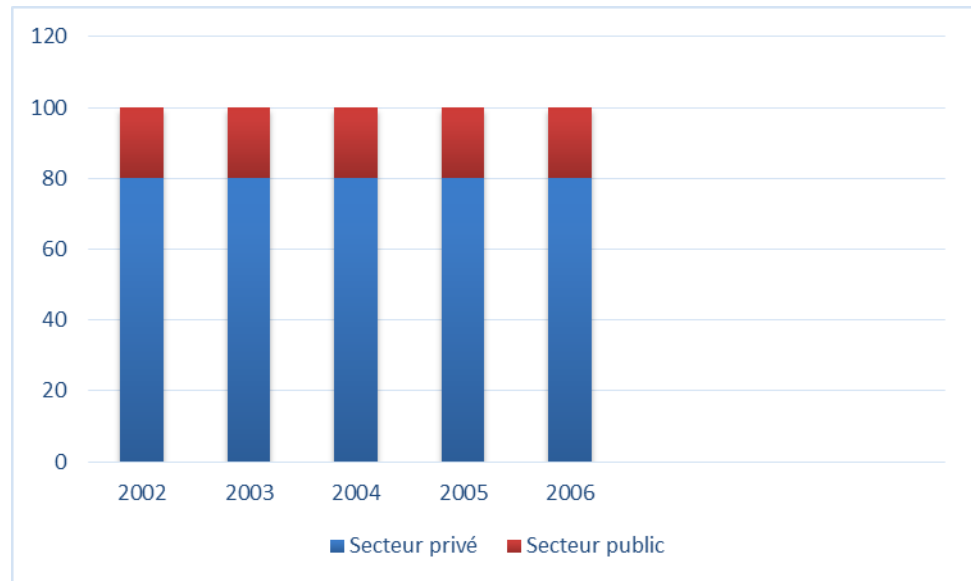
1.2- LE POIDS DE LA PME DANS L'ECONOMIE :

En économie, les statistiques jouent comme des miroirs déformants ; elles peuvent donner l'illusion qu'il y a de la croissance là où il n'y en a pas. En Algérie, l'état a englouti des sommes faramineuses pour mettre sur pieds et porter à bouts de bras un secteur sensé pouvoir faire rattraper au pays en 20 ans, le fossé qui le sépare des pays développés. Dans cette opération, ce qui a été négligé, c'est cette vérité bien simple que les causes les plus nobles échouent quand toutes les conditions de leur succès ne sont pas réunies. L'ouverture et la libéralisation ont mis à nu les limites du secteur d'Etat qui ne résista pas à l'assaut du secteur privé, hormis les quelques secteurs que l'Etat maintient sous son monopole comme les hydrocarbures, l'électricité.....

Il est regrettable que l'avancée de la petite entreprise privée ne soit pas accompagnée par des adaptations adéquates dans son environnement . Ainsi, L'office national de la statistique (ONS) n'offre aucune rubrique portant sur l'activité des PME qui représentent, tout compte fait, 70% de l'emploi. LE ministère de la PME, quant à lui, semble être plus intéressé par l'aspect physique quantitatif de la population et leur dispersion géographique négligeant d'aller plus avant dans le détail. Toutefois, les chiffres disponibles indiquent clairement que le secteur privé exerce une domination écrasante, hors hydrocarbures



Répartition du PIB (Hors hydrocarbures)



Source : Ministère de la PME

2- LA CONCENTRATION SPATIALE :

Si pour les investissements public de la période de l'option socialiste, les sites de localisation sont choisis par le planification et le politique, sur la base de critères qui restent encore obscurs ; l'investisseur privé n'a subi aucune contrainte ni pour la localisation ni pour le choix des secteurs. L'Algérie étant un pays très vaste et très diversifié mais où la majorité de la population (et des activités) se concentre au nord sur une bande est-ouest de quelques 100 Km de largeur. Le sud est quasiment vide et région-tampon des Hauts-Plateaux est bien plus animée que Sud mais bien moins que le nord.

2.1 – LES PME DE LA ZONE NORD:

La répartition des PME sur le territoire national présente plusieurs niveaux de dégradé : très dense tout le long du littoral, beaucoup moins sur les hauts plateaux et très diluée dans le reste du pays. La région nord regroupe 19 wilayas dont quelques-unes sont, riveraines de la méditerranée et d'autres non. Cet ensemble territorial accueille au premier semestre 2009, un total de 171959 PME, soit une moyenne de 9050 PME / wilaya. Les wilayas d'Alger, tizi ousou, Oran, Bejaïa, Tipaza et boumerdes se situent largement au-dessus de cette moyenne ; celles de Blida et Constantine la dépassent et les 11 wilayas restant ont des valeurs inférieures à la moyenne. Les mauvaises performances de : Ain témouchent, Mostaganem, Skikda et annaba sont proprement inexplicables ⁴

En fait, s'il est vrai que la PME se concentre dans la région Nord de l'Algérie, elle n'occupe pas le territoire de façon homogène, elle se concentre en un noyau densité dans une couronne dont le diamètre est donné par l'axe Tipaza- béjaïa, soit les wilayas d'Alger, Blida, Tipaza, Boumerdes, Tizi Ouzou et Bejaïa qui totalisent près de 110 000 entreprises, équivalent à quelque 2/3 du parc de la zone nord et à près d'un tiers du parc national .

⁴ Nous n'avons trouvé aucun travail de recherche qui ait essayé d'expliquer ces carences .

TABLEAU N°1 : Répartition des PME dans la zone Nord

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
ALGER	27640	30257	32872	35296	38096	40009
ORAN	15223	16227	17255	18363	19643	16867
TIZI OUZOU	12003	13170	14434	16045	17840	19024
BEJAIA	8979	10167	11312	12588	14009	14946
TIPAZA	7143	8111	9149	10243	11526	12452
BOUMERDES	7479	8258	9090	10000	10897	11523
BLIDA	7243	7838	8511	9349	10240	10851
CONSTANTINE	6859	7499	8439	9291	10243	10732
ANNABA	6218	6660	7233	7766	8299	8651
CHLEF	6432	6882	7316	7704	8160	8594
SKIKDA	4843	5217	5754	6410	7199	7602
JIJEL	4357	4694	5123	5660	6193	6516
MASCARA	4700	4933	5151	5352	5593	5730
AIN DEFLA	4124	4372	4660	4945	5317	5504
MOSTAGHANEM	3853	3769	4233	4666	5032	5319
RELIZANE	3741	3965	4274	4616	4929	5092
GUELMA	2356	2651	2990	3304	3657	3893
AIN T'émouchent	2606	2861	3078	3343	3627	3772
EL TAREF	2236	2433	2618	2789	2983	3132
Algérie	25449	245842	269806	299463	321387	335486

Source : Ministère de la PME

2.2- LES PME DE LA ZONE HAUTS PLATEAUX

La région des hauts-plateaux est un espace-tampon qui ménage une transition graduelle entre le nord méditerranéen et le sud saharien. Il s'y trouve mélangé, des caractéristiques (socioculturelles, géographique, économique.....) de l'un et de l'autre de ces principaux espaces constitutifs de l'Algérie. Du temps où l'activité agropastorale (céréales et bovins) dominait et que le pays menait une vie introvertie. Il s'y est développée une armature urbaine avec de grandes cités comme Sétif, Batna, Tiaret, Sidi Bel Abbès, Tlemcen Aujourd'hui

les villes du littoral (qui ouvrent le pays sur le monde) ont éclipsé les villes de l'intérieur qui sont entrées en hibernation jusqu'à ce qu'elles soient fortement secouées par l'arrivée massive de l'industrialisation dans les années 70/80 5

Dans le découpage du ministère de la PME, la zone des hauts-plateaux regroupe 19 wilayas qui totalisent 84569 PME, soit une moyenne de 4450 PME / wilaya, correspondant à moins de la moitié de la moyenne de la région Nord. La wilaya de Sétif sort nettement du lot avec 14469 entreprises, loin de son dauphin, la wilaya de Batna qui n'en a que 8097 à faire prévaloir. s'il faut rechercher un noyau ici, c'est forcément autour de Sétif et les régions les plus dynamique qui l'entourent, notamment Bordj Bou Arreridj, Msila et Batna qui accueillent 36154 PME, correspondant à 43 % de la région et 11 % du parc national. La région à la traîne et desquelles il est attendu de gros efforts pour améliorer leur attractivité sont celles de Souk Ahras, Oum- el – bouaghi , Saida, tissemsilt, Naama et EL Bayadh. Ce qu'il faut noter ici, c'est que les régions qui ont les meilleurs résultats sont celles qui sont commandées par une grande ville (Sétif, Batna, Tlemcen) alors que celles qui sont à la traîne sont des espaces ruraux administrativement promus wilayas sans véritable locomotive urbaine. Le programme spécial de développement des Hauts-Plateaux vise à corriger les insuffisances de la région mais le processus est seulement en cours et avance laborieusement et à tâtons .

TABLEAU N° 2 : Répartition des PME Dans la zone Hauts – Plateaux

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Sétif	8914	8968	11008	12289	13555	14469
Batna	4443	5033	5912	6659	7537	8097
Bordj B A	4038	4494	5130	5745	6448	6836
Msila	4646	5065	5500	5922	6411	6752
Tlemcen	4078	4509	5033	5609	6221	6547
Bouira	3616	4076	4683	5254	5868	6290
Mila	3580	3994	4432	4952	5420	5786

⁵ Depuis une dizaine d'année l'état a mis sur pieds un important programme de développement des hauts plateaux, avec l'objectif d' y faire glisser une partie de la population et des activités pour désengorger la zone littorale arrivée au seuil de saturation. La principale contrainte au projet est la rareté de l'eau et il n'est pas sur que de massif transferts d'eaux à partir des région du nord, soient une solution viable et durable .

Sidi Belabes	3697	3988	4427	4779	5259	5543
Tiaret	3787	3978	4286	4685	5013	5181
Médéa	2938	3354	3824	4279	4822	5134
Tebessa	3725	3911	4264	4555	4909	5103
Djelfa	3329	3715	4080	4386	4793	5058
Khenchela	2925	3200	3528	3810	4135	4302
Souk Ahras	2693	2897	3138	3359	3691	3841
Oum el Bouaghi	2125	2321	2610	2853	3250	3481
Saida	2540	2648	2847	3042	3282	3398
Tissemsilt	1673	1826	1937	2048	2178	2235
Naama	1603	1790	1937	1913	1877	1955
El Bayadh	1213	1307	1416	1527	1685	1755

Source : Ministère de la PME

2.3- LES PME DE LA ZONE SUD

Ce que l'on appelle le sud de l'Algérie est une des régions les plus enclavées et les plus hostiles du monde : le désert du Sahara qui recouvre la quasi – totalité du pays, à exception de la bande littorale la région n'est pas favorable à la vie, mais offre un certain nombre d'enclaves propices à l'émergence d'établissements humains : les oasis ou existe de l'eau et donc potentiellement l'agriculture. Dans ces oasis ont été érigées d'importantes cités (Ghardaïa, Tamanrasset, Béchar, El-oued) dont l'expansion reste, toutefois, limitée par les dimensions des oasis elles – même et leur potentiels productif. Le Sahara compense largement l'hostilité de son sol par la générosité de son sous – sol qui recèle : pétrole, gaz, or, uranium qui constituent les mamelles nourricières de l'Algérie .

La région du Sahara compte au premier semestre 2009 un parc de PME évalué à 27 716, soit une moyenne de 2772 unités par wilaya (soit un peu plus que la moitié de la moyenne des Hauts- Plateaux). La petite entreprise s'installe dans la ville ou dans sa proximité immédiate, déclenchant un conflit majeur avec l'agriculture sur un foncier naturellement rare. Le dilemme entre le besoin de créer de l'emploi et des richesses d'une part et la nécessité de sauvegarder les oasis et le mode de vie saharien d'autre part va se poser dans des termes dramatiques au cours des prochaines années ; à moins que des solutions intelligentes et des décisions courageuses ne soient mises en œuvre .

Le noyau de concentration des PME se situe sur l'axe Ghardaïa – Ouargla, ou se trouve le cœur de l'industrie pétrolière (Hassi Messaoud). On pourrait croire que la plupart

de ces entreprises existent pour servir comme sous – traitants auprès des grandes entreprises pétrolières, notamment Sonatrach 6

TABLEAU N°3 : Répartition des PME Dans la zone SUD

		2009	2010	2011	2012	2013	2014
1	Ghardaia	3921	4229	4597	4926	5425	5749
2	Ouargla	3002	3433	3931	4350	4879	5190
3	Béchar	3405	3462	3682	3896	4169	4351
4	Biskra	2718	2937	3233	3561	3987	4301
5	El Oued	2342	2602	2830	3105	3511	3750
6	Laghouat	2067	2294	2530	2738	3062	3243
7	Adrar	1886	2076	2366	2554	2731	2883
8	Tamanrasset	1173	1281	1452	1660	1820	1899
9	Illizi	589	697	794	884	998	1080
10	Tindouf	748	791	827	876	986	1017

Source : Ministère de la PME

Conclusion:

L'Algérie en fut. Arrivée au bord de l'abîme, elle dut se faire violence et abandonner le paradigme des grandes entreprises d'Etat pour tout miser sur la petite entreprise, au début des années 90 .

Les PME explosent comme un énorme feu d'artifice dans le ciel algérien, mais car il y a un mais. Il se trouve que la petite entreprise est en soi très faible et très fragile, elle tire sa force de la synergie qu'elle développe avec d'autres petites entreprises et avec d'autres forces présentes sur le marché : système de formation et de recherche, système bancaire, institutions, société civile..... C'est le talon d'Achille de la PME algérienne : son environnement est stérile et il la laisse en tête-à-tête avec ses faiblesses. Elle dépense ses faibles énergies à lutter contre son environnement au lieu de compter sur lui (problème de foncier, de financement, de main – d'œuvre spécialisée, d'importation d'équipement, de fiscalité) pour contourner ces difficultés, les possesseurs de capitaux investissent dans les créneaux les moins risqués et dans les régions les plus favorables. Ce qui donne à la population algérienne de PME cette double concentration sectorielle et spatiale, mais sans que l'on obtienne d'authentiques clusters tels qu'en décrit la littérature .

⁶ Ceci est valable surtout pour Ouargla, ville intimement liée au pétrole (la commune de Hassi Messaoud se trouve dans la wilaya de ouargla), mais moins pour ghardaia, ville dynamique dont le tissu industriel est plus diversifié et moins déterminé par le pétrole .

Bibliographie

- Le DEVELOPPEMENT LOCAL , KHALADI MOKHTAR , Office des Publication Universitaires . 2012
- ALGERIE , BRESIL , COREE DU SUD . TROIS EXPRIENCES DE Développement , OFFICE DES PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES ,2006
- LES CHOIX DE L'ALGERIE , LE Passé TOUJOURS Présent, OFFICE DES PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES .2011
- L'Economie DE L'Algérie , LES Stratégies DE Développement , OFFICE DES PUBLICATION UNIVERSITAIRE , 2015